

Les raisons de la colère

Jamais comme cette année scolaire, la préparation de la prochaine rentrée dans notre académie n'aura été laissée dans un tel **état d'impréparation, d'incertitudes et de tensions.**

Certes, il y a là la conséquence directe du cadre budgétaire national et de la suppression de 4800 postes d'enseignement dans le second degré. Mais, si partout en France, l'insuffisance des dotations horaires des établissements, les suppressions de postes ou de filières sont dénoncées, leur rejet en Limousin est d'une telle ampleur et leur ancrage d'une telle durée qu'ils étonnent les observateurs et certains représentants de l'Etat. Plutôt que de n'y voir « qu'une tradition locale de contestation », **le recteur gagnerait beaucoup à changer de regard sur notre région et à ne pas esquiver ses propres responsabilités.**

L'académie de Limoges constitue le plus souvent pour un recteur une première nomination. Etre recteur est un métier difficile, qui s'apprend, qui nécessite de s'entourer de conseils avisés, qui impose de s'approprier rapidement l'ensemble des spécificités du territoire dans lequel il est nommé. Aurait-il échappé à notre nouveau recteur que le service public joue dans le Limousin un rôle majeur ? Que des équilibres, en concertation avec ses prédécesseurs, ont été patiemment construits dans le service public d'éducation et que la priorité n'est pas de les rompre ? Voilà une première mise au point nécessaire.

La question de la dotation de notre académie est un point sur lequel le recteur ne peut pas complètement se défausser. Après avoir essayé de justifier les retraits par un discours généraliste « sur l'effort national » auquel nous devrions consentir, le recteur nous explique maintenant que l'académie aurait été jusque là oubliée, préservée (bel hommage à ses prédécesseurs !).

(suite page 2)

En vérité, les indicateurs ministériels ayant servi de base de répartition des moyens 2011, montrent que **l'académie de Limoges est de fait la plus lourdement touchée** avec un retrait de 2,2 % de ses emplois pour 500 élèves supplémentaires attendus. La comparaison avec les autres académies (retrait, effectifs attendus) montre que le curseur aurait pu être posé à 1,8 %. L'écart n'est que d'une vingtaine de postes, peu ruineux pour le pays (le bouclier fiscal de Madame Bettencourt coûte à l'Etat l'équivalent de plus de 1500 postes). La révision de la dotation académique, sans qu'elle change notre appréciation du cadre national, permettrait au moins de traiter des situations que le recteur lui-même juge « critiques ».

Or, depuis janvier, les usagers, les personnels dans l'action comme leurs représentants que nous sommes, n'ont eu de cesse de demander au recteur de se retourner vers le ministre et d'exiger des moyens supplémentaires. Sans succès !

Que dire enfin de la conception qu'a le recteur du dialogue social, du rôle des instances et du paritarisme.

Il a beaucoup reçu, a-t-il fait savoir. C'est bien, même s'il semble ne pas avoir beaucoup entendu. Il reste surtout qu'il a tenu les instances consultatives, comme les représentants des personnels, dans une distance préoccupante par rapport à l'exercice de principes élémentaires de démocratie sociale. Une rentrée ne se prépare pas seulement avec de vagues discours sur le budget de l'Etat et ses déficits. Elle ne se prépare pas non plus avec une seule règle à calcul, repérant ici ou là des divisions à faibles effectifs qu'il faudrait fermer et d'autres qu'il conviendrait de « bourrer » au maximum. Elle ne se prépare pas en rompant des équilibres qui ont été patiemment construits au fil des années.

L'expérience, l'expertise et la vision d'ensemble des organisations syndicales représentatives, et particulièrement celles de la FSU, comptent. Le recteur a choisi de s'en passer. Soit ! **Mais son bilan du processus de préparation de la rentrée est accablant.**

Les inquiétudes exprimées par le SNES-FSU lors du CTPA de janvier ont-elles été entendues ? Non. Le choix du contingentement des effectifs des classes de premières, avec les ruptures qu'il engendre, a-t-il été

discuté ? Nulle part. Le débat sur d'autres outils de répartition des moyens a-t-il été ouvert ? Jamais. Les incidences sur les structures des collèges du relèvement à 30 des effectifs par division ont-elles été discutées ? Jamais. L'effondrement par rapport à l'existant du volume des DGH de certains établissements interrogé ? Non. Les chefs d'établissements ont-ils été associés au processus de préparation de rentrée ? Non. A tel point qu'ils ont manifesté syndicalement et publiquement leurs inquiétudes, du jamais vu ! Les organisations syndicales ont-elles été reçues ou sollicitées, alors que le « climat » social indiquait que tous les clignotants passaient un à un au rouge ? Non. Entre janvier et fin mars, les CA consultés ont-ils été entendus ? Non. Des TRMD ont-ils été partout présentés, permettant l'amorce de préparation de la rentrée ? Non. L'unique obsession était de fermer des postes, injecter des HSA.

Dès la fin janvier, les réactions dans les établissements comme leur convergence lors de la grève du 10 février (grève massive, manifestation régionale importante), le message donné au recteur était clair. Sa lecture de ce qui se passait, sa posture ont très largement contribué au blocage.

Le 23 mars, jour de la convocation du CTPA, en choisissant de faire intervenir les forces de l'ordre pour déloger des manifestants (enseignants, parents, élèves) qui bloquaient l'accès du rectorat, il a clairement choisi de persister dans son aveuglement et son refus d'entendre. **Consultant un CTPA « fantôme » sans aucun représentant des personnels, il ne peut se prévaloir d'un dialogue abouti.** Il ne peut non plus ignorer qu'il n'en est pas quitte pour autant, qu'aujourd'hui rien n'est réglé concernant la prochaine rentrée et que l'ensemble des problèmes posés subsiste.

La nécessité de moyens supplémentaires pour l'académie demeure. L'urgence pour le recteur est de tout mettre en œuvre pour les obtenir. C'est aussi la volonté du SNES-FSU et des personnels en poursuivant l'action et en favorisant les convergences.

L'action continue



Grève en Creuse : jeudi 14 avril

Rassemblement à 9h devant la Préfecture

Grève en Corrèze : vendredi 8 avril

Département mort

1500 manifestants à Tulle, grève majoritaire dans le second degré, grève suivie à 70% dans le premier

Haute-Vienne : action prévue le 5 mai jour du CDEN

Restez mobilisés

AED : suppressions de 62 emplois !

Alors que les tensions dans les établissements étaient déjà fortes, le recteur a créé la surprise en annonçant le retrait de 62 emplois d'AED dans notre académie. Aucun document ministériel ne laissait pourtant prévoir une telle ponction !

Chacun mesure rapidement les dégradations qui vont en découler dans les vies scolaires et dans les établissements : organiser l'encadrement des élèves, les services en internat... risque de rapidement tourner au casse-tête.

Le recteur dit travailler à la création d'un master en alternance pour «récupérer» 15 ou 16 postes....

Les personnels et les AED dont les emplois sont menacés ne demandent pas au recteur des bricolages pour «adoucir» la mesure, ils lui demandent de la faire annuler.

Par ailleurs, ce n'est pas non plus du côté des masters en alternance que les étudiants trouveront les moyens de concilier financement et poursuite d'études dans des conditions correctes. Le SNES-FSU demande le retour au statut de MI/SE qui mettait les étudiants dans une situation plus favorable pour le faire.

L'ASPHYXIE DES CIO

Suite à la vive émotion suscitée par la suppression de 9,5 postes d'administratifs à la rentrée prochaine dans les CIO (Centres d'Information et d'Orientation) (sur les 11 que doit rendre l'académie) une délégation FSU (SNASUB, SNES) a été reçue par le secrétaire général du rectorat. Cette délégation a souligné les conséquences désastreuses de ces mesures : il n'y aura plus qu'une secrétaire par département, les 6 CIO qui se retrouveront sans personnel administratif seront fermés au public une partie de la semaine, les COPSU auront moins de temps pour aller dans les établissements et le transfert des missions sur les enseignants va s'accélérer. Contrairement aux affirmations du chef du service de l'orientation au rectorat qui estime qu'au vu de la labellisation des services leur avenir n'est pas en danger, c'est le devenir même des CIO qui est en jeu. **La suppression de 9,5 postes sur les 11 est une décision politique qui ne peut que les asphyxier. Encore un choix pour affaiblir le Service Public.**

Stagiaires : droit dans le mur et on recommence !

L'affectation des stagiaires à temps plein cette année a rapidement fait l'unanimité contre elle. Plus personne, chez les enseignants bien sûr, mais aussi du côté de l'inspection pour défendre les nouvelles modalités de l'année de stage.

Charge de travail extrêmement lourde, stagiaires souvent au bord de l'épuisement, formations au compte gouttes, impossibilité de prendre le moindre recul par rapport à sa pratique professionnelle : tels sont les constats entendus le plus fréquemment.

A ces difficultés se sont rajoutés, pendant les quelques semaines de formation des stagiaires, des problèmes liés au potentiel insuffisant de remplacement qui ont conduit à des désorganisations majeures et à un recours accru aux personnels précaires.

Ne voulant rien entendre, le recteur reste sourd à nos demandes d'une affectation avec décharge de service à l'année pour les stagiaires - les textes prévoient un tiers de décharge pour la formation -. Il reconduit le dispositif pour la prochaine rentrée et annonce d'ores et déjà le blocage d'une trentaine de postes pour les affectations stagiaires, ce qui, cette année encore, va conduire à des possibilités de mutations à l'intra très limitées.

Le SNES-FSU continue à exiger le retour à une année de stage en alternance avec un service en responsabilité de 6 heures maximum, condition indispensable pour permettre une réelle formation professionnelle.

Communiqué de presse de la section académique du SNES-FSU de Limoges.

Etonnante mais consternante communication (dépêche AEF n°148150 du 7 avril) du Recteur après son coup de force du 23 mars dernier et la consultation d'un « CTPA fantôme » sans les représentants des personnels.

Alors que le Recteur supprime 221 emplois dans l'académie de Limoges – l'équivalent de la fermeture de deux ou trois PME-, il ne voit dans la réaction massive et durable des usagers comme des personnels qu'une « tradition locale de contestation ». Il fait là une lecture complètement erronée de ce qui caractérise notre région et des raisons qui fondent l'attachement des Limousins au Service Public.

Le Recteur indique avoir proposé aux organisations syndicales représentatives de travailler d'ores et déjà sur la préparation de la rentrée 2012, comme si l'urgence n'était pas de traiter de la prochaine rentrée laissée dans un état d'impréparation jamais connu à ce jour. C'est bien de cela que le SNES-FSU aux côtés des autres organisations syndicales représentées au CTPA, l'a entretenu, en exigeant la reprise de discussions sur la rentrée à venir.

Le Recteur avance sans complexe que la taille moyenne des classes dans l'académie serait de l'ordre de 22 élèves. Outre qu'il ne s'agit là que d'un indicateur fallacieux de son service statistique, le recteur ne s'explique pas sur le recours par ce même service statistique, à la référence à 30 élèves par division en collège, à 35 en lycée, pour les dotations des établissements, massivement rejetées par les Conseils d'Administration des établissements scolaires.

Le Recteur n'aurait repéré qu'« un nombre extrêmement limité de cas critiques ». Il reste qu'à ce jour il n'apporte aucune réponse à ce que lui-même juge « critique », ce qui ne manque pas d'étonner.

En vérité, le seul point de sincérité qui apparaît dans sa communication consiste dans l'aveu d'être un Recteur, comme d' « autres Recteurs en souffrance ». La formule a le mérite de laisser espérer qu'il n'est lui-même guère convaincu par ce qu'il met en œuvre. Elle a aussi celui de révéler le grand isolement dans lequel il se trouve. Pas grand monde, du rectorat jusqu'aux établissements, ne pense en effet que les moyens donnés à l'Education en Limousin sont à la hauteur de l'intérêt général de la jeunesse.

C'est pourquoi le SNES et les syndicats de la FSU appellent à poursuivre et à amplifier l'action avant et après les vacances de printemps. Le Recteur a quelques jours pour se retourner enfin vers le Ministre et obtenir les moyens supplémentaires dont l'académie a besoin.